

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer

Direction des affaires maritimes

Sous-direction de la sécurité maritime

Note de présentation

du projet de décret relatif à l'enquête nautique

L'article L.5281-2 du code des transports dispose que « *le directeur interrégional de la mer peut procéder, dès qu'il a connaissance d'un événement de mer, à une enquête administrative, dite « enquête nautique », qui comporte l'établissement d'un rapport circonstancié sur les faits, en vue notamment de prendre toute mesure administrative, y compris d'urgence* ».

Ce même article prévoit que les modalités d'exécution des enquêtes nautiques sont fixées par décret en Conseil d'État. Tel est l'objet du présent projet de texte.

L'article 1^{er} du présent projet précise que le directeur interrégional de la mer est compétent pour décider de l'ouverture d'une enquête nautique ainsi que les conditions d'ouverture d'une telle enquête. Il prévoit en outre les modalités de désignation de la personne chargée de l'enquête.

Ce même article encadre la conduite de l'enquête et précise enfin dans quel délai le rapport d'enquête doit être transmis.

L'article 2 est l'article d'adaptation des dispositions à l'outre-mer.

L'article 3 est l'article d'exécution.

Le nouveau dispositif prévu par le projet de décret a été présenté au CTM le 17 septembre dernier, mais le texte n'a pas été soumis au vote dans l'attente de la réception de l'avis formel du Ministère de la Justice.

Par courrier en date du 29 septembre 2015, la Direction générale des affaires criminelles et des grâces a fait part des observations suivantes, de nature exclusivement légistique :

– L'article R.5281-4, qui fait référence au secret professionnel auquel est astreint l'enquêteur nautique, n'a pas de portée normative compte tenu des termes généraux de l'article 226-13 du code pénal, qui s'applique à toute personne ayant connaissance d'une information à caractère secret dans le cadre de ses fonctions.

Il peut néanmoins être conservé compte tenu de sa vertu « pédagogique », sous réserve d'un renvoi à l'article 226-13 précité.

– L'article R.5281-5, qui prévoit l'information du procureur de la République en cas de découverte d'infraction au cours de l'enquête nautique, précise que l'enquêteur peut procéder à l'audition de toute personne intéressée dans les conditions prévues par le code de procédure pénale. Il serait préférable de privilégier une rédaction plus précise en procédant par renvoi aux dispositions de l'article 61-1 du code de procédure pénale relatif à l'audition libre.

En conséquence, le projet de décret qui vous est soumis a été amendé afin que soit mentionnés expressément les articles pertinents du code pénal et du code de procédure pénale.

